

**Paul Gerin**

**L'ALGÉRIE**  
**du**  
**13 MAI**







Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation  
réservés pour tous pays, y compris la Russie.

© 1958, *Librairie Gallimard.*

*« L'Algérie est une république militaire... »*  
(Sur une gravure de 1830 représentant la Casbah d'Alger.)

*« L'Armée doit être dans le peuple comme un poisson dans l'eau. »*

**MAO TSÉ-TOUNG.**



## INTRODUCTION

*Les gouvernements paient très cher une police chargée de les protéger contre les faiseurs de complots mais ils prennent rarement la peine d'écouter ce que disent, à cœur ouvert, les gouvernés. Ils ont tort. C'est l'opinion publique qui est importante, qui protège ou condamne les régimes.*

*Depuis des mois, en Algérie, les Français d'origine parlaient de ces Français d'Egypte et de Tunisie qui ont été expulsés avec leur petite valise, et qui ont fait la queue aux commissariats de police de la métropole dans l'attente d'un bon de logement.*

*Les Musulmans se répétaient l'histoire de ce caïd marocain, commandeur de la Légion d'honneur, qui va maintenant casser les cailloux sur la route de Marrakech.*

*Les officiers de l'Armée évoquaient interminablement l'histoire de Moureau, celles de nos partisans abandonnés sur ordre, le drame des catholiques indo-chinois. Ils disaient : « Nous voulons savoir pourquoi nous nous battons. » Paris leur répondait : « C'est*



*vrai, au fait, pourquoi vous battez-vous ? »*

*Mais au vingt-septième jour d'une crise ministérielle, qui était le trois-cent-vingtième jour de vacances de la IV<sup>e</sup> République, rien n'allait plus.*

*Avec l'approbation des papas, des mamans, et l'encouragement de leurs petites amies, les élèves du lycée d'Alger sont venus avec des pierres et des pioches, et ont pris le Gouvernement général de l'Algérie. Ils se sont amusés comme des fous, et il n'y avait pas un agent, pas un para, pas un père noble pour leur dire que c'était mal d'attaquer le béton officiel. Au contraire, tout le monde chantait la Marseillaise.*

*C'est ainsi que se font les révolutions. Les régimes qui ont trop bien vécu se laissent jeter à l'eau comme le mannequin de Sa Majesté Carnaval, aux applaudissements de la foule. Cela s'est passé le 13 mai 1958. C'est l'histoire que je raconte.*



*Je n'ai pas la ressource d'écrire en tête de mon récit : « Les personnages sont imaginaires, et toute ressemblance avec une personne vivante ne pourrait être que fortuite. »*

*L'Algérie du 13 mai n'est pas un roman. Ce n'est pas non plus une histoire lointaine, à demi oubliée. Je raconte l'événement tel que je l'ai vécu, sans disposer du moindre recul. Les hommes que j'ai vus s'agiter au cours de ces journées ardentes qui précédèrent ou suivirent la prise du Gouvernement général sont bien vivants. Les uns sont connus, les autres le sont moins, la plupart resteront à tout jamais les figurants anonymes d'une grandiose mise en scène.*

*Certains des acteurs du 13 mai publient déjà leurs*

mémoires. L'historien y trouvera une matière abondante et des aperçus qui manquent de toute évidence à mon récit.

N'ayant été que spectateur, je me cantonne dans mon office de témoin qui raconte l'événement, sans s'interdire de le juger. La véritable exégèse historique viendra plus tard, et sans doute la vérité aura-t-elle changé de couleur avec le temps.

M. André Malraux a pu raconter en 1958 que la victoire de Valmy avait été secrètement achetée au duc de Brunswick. Cette vérité tardive et confidentielle n'abolit cependant pas la vérité éclatante à laquelle ont cru les républicains de 1792 et des générations de maîtres et d'écoliers : par la vertu de ce qui s'est dit et de ce qui s'est cru, la médiocre bataille de Valmy sera toujours une grande victoire révolutionnaire.

Pour une raison analogue, ce 13 mai 1958, somme toute assez médiocre, restera pour l'avenir le jour où fut donné le coup de grâce à une IV<sup>e</sup> République qui n'en pouvait plus.



Dans ses cadres moyens ou subalternes, l'Armée a cessé d'être la Grande Muette. A force de se battre au loin dans des guerres difficiles et impopulaires, elle se croit incomprise ou rejetée de la nation.

La nostalgie des hommes de guerre qui rêvent d'être aussi des hommes de famille et des bâtisseurs de la Cité se traduit par des confidences parfois naïves. Elles m'ont beaucoup appris sur le cheminement secret des âmes vers l'esprit du 13 mai.

Devais-je exposer certains noms à la publicité ? J'ai fait pour le mieux en tenant compte du carac-

*tère plus ou moins public des personnages. En ce qui concerne les officiers, j'ai désigné par de simples lettres initiales ou conventionnelles ceux qui ont un grade inférieur à celui de colonel.*

*Aujourd'hui, l'Algérie est entièrement coiffée par les cadres militaires, qui assument la totalité des responsabilités administratives et politiques, et c'est un événement tellement important que j'ai cru nécessaire de lui consacrer quelques chapitres et une partie de ma conclusion, d'une conclusion très provisoire, que l'avenir se chargera de juger à son tour.*

P. G.

# PREMIÈRE PARTIE



## CHAPITRE PREMIER

### TEL FUT LE 13 MAI

— *Je ne puis vous laisser passer...*  
— *Vous voulez donc que je vous bouscule ?*  
(Sur le Forum)

Je verrai longtemps voltiger comme des feuilles mortes, dans le soleil couchant, les dossiers que les émeutiers lançaient à pleins bras des étages supérieurs du Gouvernement général. J'ai dans la tête les cris de la foule, les slogans, les tam-tams de la révolte et la splendeur des *Marseillaises* clamées sur le forum. Comme c'est étrange, un événement historique.

Sous mes yeux se déroulait avec la logique implacable du vertige populaire un de ces sacrilèges grandioses dont on parle longtemps, et qui ont leur place assurée dans les manuels classiques. Plus tard, les professeurs se chargeront d'expliquer pourquoi cette journée fit s'infléchir brusquement le sens de l'Histoire.

Une heure plus tôt, la manifestation patriotique organisée à la mémoire des trois soldats français fusillés par le F.L.N. avait dégénéré en émeute, et main-

tenant j'assistais au déclenchement d'une réaction en chaîne.

Par quoi vais-je donc commencer le récit de cette journée ? Laissez-moi tout bêtement le reprendre par le commencement en m'aidant des notes prises à la volée.



*Mardi 13 mai, 8 heures 30.* — La nuit dernière, une quarantaine de représentants des associations d'anciens combattants ont discuté longuement au sujet de la manifestation prévue pour 15 heures cet après-midi.

15 heures, c'est le moment où M. Pffimlin montera à la tribune du Palais-Bourbon pour y prononcer son discours d'investiture. Depuis plusieurs jours, le président désigné est la bête noire des Algérois. Les journaux ont reproduit un article paru dans un journal alsacien où il est question de négocier avec Bourguiba et le F.L.N. On raconte déjà qu'il prend dans son cabinet le professeur Mandouze et Roger Stéphane, dont le nom seul suffit à déclencher les imprécations. Sus à Pffimlin ! Voilà ce que disent les responsables du Comité de Vigilance, et il ne leur déplaît pas du tout que leur manifestation coïncide avec l'ouverture de la séance à l'Assemblée nationale.

— Que le scandale soit avec nous si cela est nécessaire ! proclame l'un d'eux.

Quelqu'un a fait observer cependant que l'hommage officiel à la mémoire des trois soldats français fusillés par le F.L.N. ne doit avoir lieu qu'à 18 heures. Entre 15 heures et 18 heures, il y a un trou pendant lequel la manifestation risque d'être détournée de

son objectif. Or, les responsables veulent témoigner de leur colère avec force, mais dignité. Les gens sérieux paraissent donc l'emporter. Mais que vont faire les outsiders, les étudiants et toute la jeunesse qui sera dans les rues dès le début de l'après-midi ?

Les décisions du Comité de Vigilance ont un caractère collégial. On ne sait jamais sur l'initiative de qui elles sont prises. La plupart des tracts ronéotypés qui sont distribués dans la rue sont anonymes.



Je rencontre B... qui marche à grands pas vers je ne sais quel rendez-vous.

— Vous ne redoutez pas les provocations ? lui dis-je rapidement. Cette manifestation que vous voulez très digne, vous ne craignez pas qu'elle dégénère en une chasse au Musulman, en une « ratonnade » du genre de celle qui suivit les obsèques de M. Froger ?

B... répond, très sûr de lui :

— Vous n'y êtes pas du tout. Vous retardez. Les Musulmans sont avec nous et vous en verrez ce soir à nos côtés. Eux aussi veulent que l'Algérie soit française. Quand nous disons que nous voulons rester, et que nous resterons, nous les rassurons, car notre présence ici, c'est au fond la seule chose qu'ils réclament.

B... court à son rendez-vous.



Le programme officiel de la journée se présente donc ainsi : à 15 heures, grève générale avec fermeture des magasins décrétée par le Comité de Vigi-



lance. De 15 heures à 17 heures, rien n'est prévu. De 17 heures à 18 heures, les associations d'anciens combattants se réunissent au plateau des Glières devant le Monument aux Morts. A 18 heures, minute de silence en hommage aux trois prisonniers assassinés par le F.L.N. Puis une *Marseillaise*.

Après ? On ne sait pas.



*10 heures du matin.* — J'ai sous les yeux le texte d'un tract qui a été tiré dans la nuit et qui sera distribué officiellement à 17 heures, me dit-on. (En réalité, il est déjà dans beaucoup de mains.) C'est un tract de l'U.S.R.A.F.-Algérie<sup>1</sup> qui commence par une équation singulière :

*Pflimlin à Paris = Duval et Chevallier à Alger.*

Ce Duval tout court, c'est Mgr Duval, archevêque d'Alger, et Chevallier, c'est le maire d'Alger. L'un et l'autre se manifestent très peu, mais ils sont la bête noire des organisations algéroises. Celles-ci reprochent à Mgr Duval d'avoir insisté trop lourdement et de façon provocante sur la compréhension nécessaire entre les deux communautés appelées à vivre ensemble sur le sol algérien, la chrétienne et la musulmane; il aurait, affirme-t-on, indirectement encouragé la collaboration de chrétiens progressistes avec le F.L.N. Quant à M. Jacques Chevallier son appartenance au gouvernement Mendès-France le poursuit impitoyablement.

Pour faire voir rouge aux Algérois, il aura suffi de dire que le candidat à l'investiture de l'Assemblée

---

1. U.S.R.A.F. : Union pour le Salut et le Renouveau de l'Algérie française.

représente ni plus ni moins que le mariage de l'archevêché et de la mairie d'Alger.

Le tract a été hâtivement rédigé. Mais il est signé, et reflète donc fidèlement la pensée politique des dirigeants de l'U.S.R.A.F. et des associations patriotiques.

Les Algérois le commentent avec passion :

PFLIMLIN A PARIS = DUVAL ET CHEVALLIER  
A ALGER

FRANÇAIS D'ALGERIE !

EUROPEENS ET MUSULMANS !

Si Pflimlin passe, l'Algérie sera perdue avant octobre.

Il a écrit : « Fermeté et Générosité ».

La « Fermeté » n'est qu'un piège; il s'est toujours opposé à Lacoste depuis deux ans; il est le « tombeur » de Bidault.

Les vingt-sept mois de services et les impôts nouveaux n'ont pour but que de braquer l'opinion et d'accélérer la faillite pour justifier la négociation.

Edgar Faure aux Finances aurait déjà assuré que dans trois mois les crédits pour l'Algérie seraient épuisés.

En août 1958, quand vous serez tous en vacances, commencera : « la conférence du cessez-le-feu » souvenez-vous de Genève, de la Celle-Saint-Cloud et d'Aix-les-Bains). Pflimlin aurait déjà entamé les négociations avec Bourguiba. (Souvenez-vous de Mendès.)

Quand vous rentrerez en octobre, tout sera consommé.

Si Pinay nous trahit, le ministère passera et *il ne restera plus, Français d'Algérie, qu'à vous opposer par tous les moyens à son installation à Alger.*

Le sursaut national doit partir d'ici, car Pflimlin est la dernière cartouche du « Système » épuisé.

Vous exigerez alors de Coty l'appel de l'équipe nationale qui gouvernera au-dessus des partis avec G. Bidault, J. Soustelle, A. Morice et R. Duchet.

**Premier objectif : NON AU DIKTAT DE L'ÉTRANGER !**

**MENER L'AFFAIRE D'ALGÉRIE JUSQU'AU BOUT — ET LE PLUS VITE POSSIBLE, SANS AUCUN ESPRIT DE NÉGOCIATION.**

**UTILISER TOUS NOS MOYENS EN PRÉLEVANT AU BESOIN SUR**

NOTRE CONTRIBUTION A L'O.T.A.N. LE SURPLUS NÉCESSAIRE EN HOMMES ET EN CRÉDITS.

Seule cette équipe de SALUT PUBLIC peut avec le concours de l'armée et avec vous, Algériens, sauver l'Algérie et la France.

U.S.R.A.F. ALGERIE.

*11 heures.* — Des jeunes gens en scooter circulent déjà en brandissant des drapeaux tricolores. Ce sont les estafettes du mouvement. La police a pratiquement disparu. Les ménagères ont rempli leurs cabas de provisions car la grève doit être effective à 13 heures, et elle sera « illimitée ».

Au Gouvernement général, les derniers collaborateurs de Robert Lacoste s'ennuient ferme dans leurs bureaux, en l'absence du patron qui est parti samedi, et dont on pense qu'il ne reviendra pas.

Toute la ville parle déjà de propositions précises qui ont été faites au ministre de l'Algérie par divers émissaires. La dernière des démarches qui ont été tentées auprès de lui remonte au vendredi 9 mai. Ce jour-là, une délégation du Comité de Vigilance lui a remis une motion destinée au Président de la République exigeant la trêve des partis et la constitution d'un gouvernement de salut public. Il fut demandé à M. Lacoste de s'associer à cette motion, et de désavouer publiquement la S.F.I.O. sur la politique d'abandon qu'elle préconisait au sujet de l'Algérie. M. Lacoste ne voulut pas désavouer son parti.

D'après ses interlocuteurs, il aurait suggéré aux patriotes algériens de mener une action intelligente contre l'abandon imminent, de se solidariser avec lui, en le plébiscitant, afin de préparer les voies d'un gouvernement socialiste, où lui, Lacoste, tiendrait la queue de la poêle.

C'est ce qu'insinue le mouvement Poujade (U.F.F.), qui a fait circuler un « bulletin d'information » sorti du P.P.C. suivant :

« M. Lacoste, nous n'avons plus rien à faire ensemble. Vous pensez carrière personnelle, nous pensons Algérie française. Foutez le camp avant qu'il ne soit trop tard pour vous. »<sup>1</sup>.

De toute façon, le fauteuil de M. Lacoste est vide, et ses collaborateurs immédiats sont désorientés. Si M. Pflimlin est investi, ils devront partir. S'il ne passe pas, ils continueront à faire ce qu'ils font depuis quatre semaines, c'est-à-dire à louvoyer dans la tempête politique qui se lève; heureux s'ils ne sont pas incarcérés à la prison de Barberousse par quelque gouvernement insurrectionnel. Il y en a au moins un qui envisage assez froidement cette perspective. C'est Gorlin, qui, depuis deux ans, dirige au Cabinet du ministre les services d'information. Et pourtant Gorlin s'est toujours montré parmi les plus hostiles à une politique d'abandon.



*Midi.* — Il fait, beau, modérément chaud. Alger a son air de fête. Les employés se précipitent vers le tramway ou le trolleybus. Des bruits courent : l'aérodrome de Maison-Blanche serait transformé en fourmilière de C.R.S. amenés par avion. C'est faux, d'ailleurs. Mais les C.R.S. sont depuis le 6 février 1956 la bête noire des Algériens. On leur reproche d'être inféodés à la légalité républicaine, et le cri « C.R.S. dans l'Aurès ! » est le slogan favori des manifestations populaires.

1. Voir en annexe le texte de ce bulletin.



Paul Gerin



## L'ALGÉRIE DU 13 MAI

Le 13 mai 1958, des années d'humiliations, d'inconscience politique, de complots gratuits et d'ambitions refrénées donnaient soudain naissance à un fait révolutionnaire : la prise du Gouvernement Général de l'Algérie par une cohue où se pressaient des élèves des lycées, des étudiants, des anciens combattants, des professeurs et des aventuriers.

Chaque acteur de ce grand tableau historique jouait son rôle d'instinct en y mettant tout son cœur. Le Q.G. fut attaqué avec la soudaineté et la violence nécessaires, suffisamment défendu pour que l'honneur des C.R.S. fût sauf. Il fut pillé juste assez pour que fussent calmés les nerfs de l'émeute. La pagaille qui suivit les premières heures de la victoire donna vraiment l'impression de l'événement fortuit. Il n'y eut pas un seul mort pour tempérer l'enthousiasme algérois. Et parce que la foule criait « L'armée au pouvoir » l'armée vint coiffer le tout.

Un chapitre nouveau de l'Histoire de France s'ouvrait.

Tout est parti de ce carré d'un hectare, le Forum d'Alger, où je me trouvais au soir du 13 mai 1958, et déjà le 6 février 1956, lorsque M. Guy Mollet se fit huer par une foule en délire. J'étais là, souvent, en Algérie, ces dernières années, quand il s'y passait quelque chose. C'était mon métier.

L'historien a l'avantage du recul. Le romancier conserve le droit de façonner ses personnages, ou de les imaginer de toutes pièces. L'un et l'autre reconstituent la vie, chacun à sa manière. Cependant, je ne leur porte pas envie, car j'exerce aujourd'hui mon privilège de journaliste qui est de prendre en mains une matière brute, des hommes vivants, des passions toutes chaudes, des idées neuves qui ne sont pas encore intégrées dans un système, et ce que j'éprouve, j'ai besoin de la dire tout de suite.

Paul GERIN.

Né en 1904 à Nevers, Paul Gerin est journaliste depuis l'âge de dix-huit ans, après avoir été l'élève d'Alain; si l'on en excepte les années de guerre et d'occupation, il n'a jamais cessé d'écrire pour la presse parisienne.

Avant 1939, Paul Gerin est journaliste à Londres, puis à Paris. Il collabore à des journaux économiques, à « Vendredi », à « L'Ordre » d'Emile Buré. Depuis la guerre, il fait un passage à « Libération », qu'il quitte pour la Radiodiffusion française. Il est aujourd'hui à « Paris-Presses-Intransigeant ».

Son premier reportage sur l'Algérie, publié en janvier 1956, et intitulé « Je dirai la cruelle vérité sur l'Algérie », eut un profond retentissement. Depuis, Paul Gerin est retourné souvent en Afrique du Nord, il a parcouru le Moyen-Orient et le Sahara, et en a rapporté chaque fois des conclusions personnelles, dont certaines furent prophétiques.